



FONDATION GABRIEL PÉRI

22, rue Brey - 75017 Paris - France
Tel. : +33 (0)1.44.09.04.32
Fax : +33 (0)1.45.74.06.78
Web: <http://www.gabrielperi.fr>
Mél : fondation@gabrielperi.fr

Colloque international

La transformation sociale à l'ère de la mondialisation

Paris
16 avril 2005

Table ronde n°3
« Mondialisation, comment changer la donne ? »

Alain Obadia

Membre du Conseil économique et social
Vice-président de la Fondation Gabriel Péri

Compte tenu du temps imparti, je vais centrer mon propos sur 3 ou 4 questions.

I. La mondialisation telle qu'elle est aujourd'hui ne relève pas de la fatalité.

Elle est d'abord un processus contradictoire.

Dominée par la finance, les orientations libérales, elle est, nous le savons, porteuse de catastrophes humaines, sociales, environnementales.

La concurrence comme démarche centrale génère une logique de « loi de la jungle », de guerre économique.

La fracture sociale, la fracture Nord-Sud, la lutte des civilisations, les replis identitaires à force de peurs et d'humiliations, le monde dangereux telles sont quelques une de ses caractéristiques essentielles.

Mais elle a d'autres dimensions, aujourd'hui parasitées par les précédentes.

Elle peut être une mondialisation des coopérations en matière scientifique, culturelle, pour le co-développement, pour la solidarité des peuples, pour la mobilisation en faveur de la paix, pour le progrès social.

En cela elle recèle d'immenses potentialités de progrès humain, elle peut permettre un saut de civilisation positif.

C'est pourquoi nous ne sommes pas « anti-mondialisation » mais partisans d'une autre mondialisation. Et c'est pourquoi le qualificatif générique d'alter mondialistes nous va bien même s'il recouvre par ailleurs bien des débats de fond.

En fait la question clé est celle de la maîtrise du processus. Qui la détient et au service de qui ?

Aujourd'hui, c'est le capital financier et les « directoires » non élus (OMC, FMI notamment) qu'il a mis en place en s'appuyant sur la domination de l'hyper puissance américaine.

Et la question est posée d'une bataille efficace, de nature politique, pour une maîtrise par les peuples fondée sur des conceptions démocratiques.

Il n'existe pas, en effet, de surdéterminisme technologique ou économique.

Les NTIC favorisent, bien sûr le processus de mondialisation, mais elles peuvent servir aussi bien à spéculer sur les marchés financiers à l'échelle intercontinentale qu'à la prévention des catastrophes naturelles ou qu'au développement d'une intervention citoyenne planétaire.

De même, le dogme du libre-échange généralisé ou celui de la concurrence et du marché comme moyens privilégiés d'assurer l'allocation optimale des ressources et des richesses n'ont rien de « scientifique ». Ils correspondent à une certaine vision de la société perçue au travers du regard et des intérêts des grands opérateurs financiers mondiaux. Ils structurent un projet de société dont le but est de généraliser cette approche et d'y soumettre toutes les règles de la vie sociale.

Nous y opposons d'autres visions des choses, d'autres intérêts ceux des peuples, ceux du plus grand nombre et cela contribue à dessiner les contours d'un projet de société alternatif fondé par exemple sur une démarche de co-développement, de coopérations organisées, d'échanges visant un progrès mutuel pour les nations, pour les régions du monde, pour les peuples, de soumission de l'argent à de telles fins alors qu'aujourd'hui, il est le but.

Ainsi, dès lors que la question de la maîtrise démocratique est posée elle implique la revalorisation de la politique au sens le plus noble du terme celui de l'organisation consciente de l'avenir humain et place la volonté politique au cœur du débat.

Evidemment les autres dimensions existent et ont leur importance : l'économique, le financier, le technologique mais elles sont conçues et assumées comme inséparables du politique et donc la volonté consciente des peuples, la démocratie, y peuvent quelque chose.

Bien sûr, changer la vie est difficile et se heurte à des intérêts puissants et agressifs, mais, je le répète, en se battant on y peut quelque chose.

II. Cette bataille transformatrice est à la fois critique (et de résistance) et propositionnelle

Elle avance des objectifs transformateurs, des mesures en lien étroit avec les dynamiques en œuvre dans les mouvements revendicatifs et sociaux et dans les mobilisations populaires.

Là encore, compte tenu du temps je vais insister essentiellement sur ces objectifs, ces propositions et me contenterai d'en citer quelques unes à titre d'exemple.

Certains sont assez familiers. Ils sont depuis plusieurs années déjà au cœur des différentes réunions des forums sociaux mondiaux ou européens.

Et ils commencent à faire sens :

- L'annulation de la dette des pays du Sud (déjà remboursée plusieurs fois, elle les enfonce dans des situations inextricables et maintient la domination des pays riches ; en réalité de leur caste financière)
- Une taxe de 0,1% sur les transactions financières internationales dont le produit serait utilisé pour le développement.
- Le démantèlement des paradis fiscaux
- La promotion de conditions équitables pour le commerce mondial, ce qui est en contradiction avec la logique et l'orientation actuelle de l'OMC
- La mise en place d'un processus d'alignement vers le haut des normes sociales et environnementales
- La révision de l'ensemble du processus de l'AGCS et l'exclusion de grandes questions telles que l'éducation, la santé, la culture ...
- Le respect du principe de la souveraineté alimentaire des différents pays contre la mainmise des multinationales sur l'agriculture et la ruine des paysans du sud.
- L'augmentation substantielle de l'aide au développement qui devrait être portée à 0,7% du PIB pour l'Europe avec un objectif de 1% à terme
- Le respect et la promotion, sur l'ensemble de la planète, des droits humains, sociaux, démocratiques, incluant la lutte contre les discriminations et l'oppression.

Mais je veux insister plus particulièrement sur quatre propositions et sur les batailles démocratiques qu'elles impliquent :

- D'abord sur la réforme profonde, radicale, des institutions financières et économiques internationales telles l'OMC, le FMI, la Banque Mondiale. Elles doivent être placées sous l'autorité de l'ONU, leur « gouvernance » doit rompre avec la domination de l'hyper puissance américaine et la suprématie des pays riches. Elles doivent devenir des outils au service du co-développement, favoriser une croissance durable fondée sur le « développement humain » (ce qui implique la révision de leurs objectifs, de leurs priorités, de leurs critères d'évaluation et de décision). Elles doivent rechercher systématiquement les synergies avec d'autres organisations internationales telles l'OIT, l'OMS, les institutions responsables du développement ou de la lutte pour l'environnement.

- Une coopération monétaire internationale renouée est absolument indispensable. Elle doit se fixer pour objectif la création d'une monnaie mondiale de développement qui pourrait résulter d'une réforme des Droits de Tirages Spéciaux (DTS). Cette monnaie permettrait de réguler les échanges internationaux sur une base assainie et rééquilibrée en les émancipant de la domination du Dollar.

Alors que le déficit abyssal des Etats-Unis est aujourd'hui financé par le reste du monde et notamment par la Chine et les pays d'Asie, alors que cette situation est porteuse de périls majeurs pour l'équilibre mondial cette question est d'une importance cruciale. Comment penser d'ailleurs qu'à plus long terme, les grands pays émergents tels la Chine, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du sud etc. pourraient accepter de voir l'équilibre économique mondial reposer sur une guerre entre le Dollar et son challenger l'Euro dont ils resteraient simplement spectateurs ?

- Il est également important d'agir pour instaurer au plan international un système de financement favorisant les coopérations de co-développement.

Dans le cadre des règles actuelles de l'OMC ou de l'AGCS, c'est aujourd'hui « hérétique ». La seule loi est celle de la concurrence : que le « moins disant social ou fiscal » gagne !

Il est donc nécessaire de promouvoir d'autres mécanismes : par exemple des soutiens publics conditionnant des crédits permettant de financer des opérations commerciales ou d'échange de services fondées sur un intérêt mutuel. Les achats d'équipements dans un sens, les transferts de technologies dans l'autre peuvent faire partie des moyens de cet intérêt mutuel.

J'insiste sur le caractère novateur et fécond de cette démarche. En effet, si on la lie avec

- l'exigence d'un alignement vers le haut des normes sociales
- les revendications de droits et de pouvoirs nouveaux d'information et d'intervention des salariés aux différents niveaux des entreprises (y compris dans les sociétés transnationales)

nous trouvons là un levier pour lutter contre les logiques de délocalisation sans opposer les salariés des pays développés et ceux des pays émergents mais au contraire en ouvrant une perspective positive pour les deux.

- La quatrième bataille porte sur la promotion des biens communs à toute l'humanité et la mise en place d'un processus visant à les gérer en coopération.

On peut citer notamment l'eau, l'énergie, les grandes données déterminant les équilibres écologiques (et cette démarche a une autre ambition que celle du marché des « droits d'émission » c'est-à-dire des droits de polluer auxquels pourraient avoir accès les pays riches selon la logique développée par l'administration Bush !). On peut citer également la santé ou la culture.

Ce quatrième objectif est, chacun le comprend, porteur d'une avancée de la civilisation humaine.

En résumé, cette partie de mon intervention vise à tracer les contours d'un processus de régulation économique et sociale mondiale. Il s'agit, bien sûr, d'une régulation transformatrice pour le progrès humain et non d'une régulation au service des marchés (évitons les faux débats).

III.L'interaction des différents niveaux de responsabilités, du local au mondial, est indispensable.

Si ces objectifs concernent l'organisation du monde, ils n'auraient aucune efficacité déconnectés d'un ancrage fort dans les différents territoires ou aux différents niveaux des entreprises. De même, l'imbrication de ces différents niveaux est nécessaire.

Illustrons ce propos avec l'Europe.

Elle peut être un moyen puissant de pousser les réformes profondes évoquées ici. Encore faut-il que sa construction soit dégagée de la domination libérale et qu'elle se fixe comme orientation d'agir pour un nouvel ordre mondial, pour une autre mondialisation.

Sans ouvrir le débat sur la constitution européenne, convenons que cette question n'est pas sans rapport avec notre sujet.

Car pour que l'Europe aille dans ce sens souhaité, elle doit faire prévaloir dans sa propre construction des objectifs sociaux et démocratiques en rupture avec le dogme de « la concurrence libre et non faussée ».

Il faut en effet réformer profondément la Banque Centrale Européenne et la placer elle aussi au service d'un modèle de développement humain et durable et de l'emploi. Il faut remplacer la démarche (et les critères) du pacte de stabilité par celle d'un pacte pour l'emploi et pour une croissance nouvelle, il faut placer les services publics au cœur d'un projet de société solidaire etc. Ces orientations sont tout à la fois « en ligne » avec la transformation de la mondialisation et elle permettent à l'Europe de se battre en cohérence sur les deux tableaux.

Je pourrais tenir le même raisonnement au plan national. Lorsque par exemple nous défendons l'hôpital public ou la sécurité sociale avec des propositions novatrices, nous nous battons en même temps pour empêcher que l'AGCS ne marchandise la santé et nous favorisons aussi l'émergence d'une alternative progressiste dans notre pays.

Sur le terrain, lorsque les salariés de FACOM luttent pour leurs emplois contre des délocalisations mais pour de nouvelles coopérations internationales, ils interviennent positivement dans les différentes dimensions locales, nationales, européennes et mondiales.

Bref, la bataille pour que « l'autre monde possible » devienne réalité se mène aussi au quotidien et dans la proximité et il est déterminant d'assurer la liaison entre toutes les dimensions de l'intervention citoyenne.

IV. Il existe une liaison étroite entre l'intervention des institutions (et dans les institutions) et l'intervention du « mouvement populaire » (syndicats, associations, forums sociaux, et les citoyens) ainsi qu'entre les luttes politiques, sociales et sociétales.

Le mouvement altermondialiste a joué et joue un rôle important dans l'affirmation qu'une autre mondialisation est possible. C'est pourquoi nous le soutenons et nous en considérons partie prenante à notre place et avec notre spécificité.

Il est traversé par de nombreux débats, ce qui est conforme à sa nature pluraliste mais notamment par un débat que je souhaiterais pointer.

Certains opposent mouvement altermondialiste et intervention politique, ; d'autres et nous en sommes, estiment avec Chico Wittacker que le mouvement altermondialiste a favorisé l'avènement de nouvelles formes de démocratie et d'un espace public mondial qui imbrique l'intervention citoyenne, le politique, l'institutionnel, le social, le sociétal.

De la même manière, des pays, des institutions régionales ou provinciales, l'Europe, peuvent contribuer, parfois puissamment, à cette bataille pour changer la donne. Mais pour que cela soit solide, ils ont besoin de l'intervention citoyenne.

Allons plus loin encore. Ces rapports dialectiques entre politique et social (sociétal) , entre démocratie représentative et démocratie participative doivent ,si l'on veut réussir, irriguer tout projet de construction transformatrice.

Pour dépasser les contradictions actuelles, c'est bien la nature de la construction sociale nouvelle qui doit intégrer ces dimensions. C'est en cela qu'un projet transformateur ne peut reposer sur l'étatisme ou sur une vision purement institutionnelle. C'est en cela qu'il doit être porteur de novations dans les modes de gestions avec un recours structurel à des formes d'économie sociale, à des pouvoirs nouveaux pour les salariés dans les entreprises etc

De même, cette imbrication créative est indispensable, en amont, pour conduire au changement et en aval, pour assurer sa réussite dans la durée.

Et cela nous ramène au début de mon propos : la période que nous vivons exige tout à la fois une nouvelle façon de concevoir la politique et de nouveaux concepts pour la transformation sociale.